

Désinformation, le rapport - 2

La traduction suivante est la suite et la continuation du travail entamé la semaine dernière sur le long rapport final élaboré par le comité « Digital, Culture, Media and Sport » du Parlement britannique, publié le 14 février dernier, sur la désinformation et la mésinformation.

Il s'agit cette fois de poser le décor. Participants, méthodes de travail, acteurs audités. Une bonne mise en bouche qui vous rendra impatient·e de lire les articles suivants.

Le groupe Framalang a en effet entrepris de vous communiquer l'intégralité du rapport en feuilleton suivant l'avancement de la traduction.

Vous trouverez le texte intégral en suivant ce lien vers le PDF original (3,8 Mo).

La traduction est effectuée par le groupe Framalang, avec l'aide de toutes celles et ceux qui veulent bien participer et pour cet opus :

Lumibd, maximefolschette, Alio, wazabyl, Khrys, serici, Barbara + 1 anonyme

Introduction et contexte

1. Le Rapport Provisoire du Comité DCMS, « Désinformation et infox », a été publié en juillet 2018 ¹. Depuis l'été 2018, le Comité a tenu trois audiences supplémentaires pour y entendre témoigner les organismes de réglementation du Royaume-Uni et le gouvernement, et nous avons reçu 23 autres témoignages écrits ². Nous avons également tenu un "International Grand Committee" ³ en novembre 2018, auquel ont participé des parlementaires de neuf pays : Argentine, Belgique, Brésil, Canada, France, Irlande, Lettonie, Singapour et Royaume-Uni.

2. Notre longue enquête sur la désinformation et la mésinformation a mis en lumière le fait que les définitions dans ce domaine sont importantes. Nous avons même changé le titre de notre enquête de « infox » à « désinformation et infox », car le terme "infox" a développé sa propre signification très connotée. Comme nous l'avons dit dans notre rapport préliminaire les "infox" ont été utilisées pour décrire un contenu qu'un lecteur pourrait ne pas aimer ou désapprouver. Le président américain Donald Trump a qualifié certains médias de « faux médias

d'information » et d'être « les véritables ennemis du peuple »⁴.

3. Nous sommes donc heureux que le gouvernement ait accepté les recommandations de notre rapport provisoire et, au lieu d'utiliser l'expression "infox", il utilise l'expression « désinformation » pour décrire « la création et le partage délibérés de renseignements faux ou manipulés qui visent à tromper et à induire en erreur le public, soit dans le but de nuire, soit pour leur procurer un avantage politique, personnel ou financier »⁵.

4. Ce rapport final s'appuie sur les principales questions mises en évidence dans les sept domaines couverts dans le rapport provisoire : la définition, le rôle et les responsabilités juridiques des plateformes de médias sociaux ; le mauvais usage des données et le ciblage, fondé sur les allégations Facebook, Cambridge Analytica et Aggregate IQ (AIQ), incluant les preuves issues des documents que nous avons obtenus auprès de *Six 4 Three* à propos de la connaissance de Facebook de données de partages et sa participation dans le partage de données ; les campagnes électorales ; l'influence russe dans les élections étrangères ; l'influence des SCL dans les élections étrangères ; et la culture numérique. Nous intégrons également les analyses réalisées par la société de conseil 89up, les données litigieuses relatives à la base de données AIQ que nous avons reçues de Chris Vickery.

5. Dans le présent rapport final, nous nous appuyons sur les recommandations fondées sur des principes formulés dans le rapport provisoire. Nous avons hâte d'entendre la réponse du gouvernement à ces recommandations d'ici deux mois. Nous espérons que cette réponse sera beaucoup plus complète, pratique et constructive que leur réponse au rapport provisoire publié en octobre 2018.⁶ Plusieurs de nos recommandations n'ont pas reçu de réponse substantielle et il est maintenant urgent que le gouvernement y réponde. Nous sommes heureux que le Secrétaire d'État, le très honorable député Jeremy Wright, ait décrit nos échanges comme faisant partie d'un « processus itératif » et que ce rapport soit « très utile, franchement, pour pouvoir alimenter nos conclusions futures avant la rédaction du Livre Blanc » et que nos opinions fassent partie des considérations du gouvernement.⁷ Nous attendons avec impatience le livre blanc du gouvernement dénommé *Online Harms*, rédigé par le Ministère du Numérique, de la Culture, des Médias et des Sports et le Ministère de l'Intérieur, qui sera publié

au début de 2019, et qui abordera les questions des préjudices en ligne, y compris la désinformation.⁸ Nous avons réitéré plusieurs des recommandations figurant dans notre rapport provisoire, demeurées sans réponse de la part du gouvernement auxquelles le gouvernement n'a pas répondu. Nous présumons et nous nous espérons que le gouvernement réponde à la fois aux recommandations du présent rapport final et à celles du rapport provisoire restées sans réponse.

6. Ce rapport final est le fruit de plusieurs mois de collaboration avec d'autres pays, organisations, parlementaires et particuliers du monde entier. Au total, le Comité a tenu 23 séances d'audiences, reçu plus de 170 mémoires écrits, entendu 73 témoins, posé plus de 4 350 questions lors de ces audiences et eu de nombreux échanges de correspondance publique et privée avec des particuliers et des organisations.

7. Il s'agit d'une enquête collaborative, dans le but de s'attaquer aux questions techniques, politiques et philosophiques complexes qui sont en jeu et de trouver des solutions pratiques à ces questions. Comme nous l'avons fait dans notre rapport provisoire, nous remercions les nombreuses personnes et entreprises, tant nationales qu'internationales, y compris nos collègues et associés en Amérique, d'avoir bien voulu nous partager leurs opinions et informations.⁹

8. Nous aimerions également souligner le travail réalisé par d'autres parlementaires qui se sont penchés sur des questions semblables en même temps que notre enquête. Le Comité permanent canadien de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique a publié en décembre 2018 un rapport intitulé « Démocratie menacée : risques et solutions à l'ère de la désinformation et du monopole des données »¹⁰. Ce rapport souligne l'étude du Comité canadien sur la violation des données personnelles impliquant Cambridge Analytica et Facebook, et les questions concernant plus largement l'utilisation faite des données personnelles par les médias sociaux et leur responsabilité dans la diffusion d'information dites *fake news* ou dans la désinformation. Leurs recommandations concordent avec bon nombre des nôtres dans le présent rapport.

9. La commission du Sénat américain sur le renseignement mène actuellement une enquête sur l'ampleur de l'ingérence de la Russie dans les élections américaines de 2016. Grâce à l'ensemble des données fournis par Facebook,

Twitter et Google au Comité du renseignement, sous la direction de son groupe de conseillers techniques, deux rapports tiers ont été publiés en décembre 2018. New Knowledge , une société travaillant sur l'intégrité de l'information, a publié *"The Tactics and Tropes of the Internet Research Agency"* (La stratégie et la rhétorique de l'agence de renseignement sur internet), qui met en lumière les tactiques et les messages utilisés par ladite agence pour manipuler et influencer les américains, rapport qui inclus un ensemble de présentations, des statistiques éclairantes, des infographies et un présentation thématique de mêmes ¹¹. The *Computational Propaganda Research Project* (Le projet de recherche sur la propagande informatique) et Graphikap ont publié le second rapport, qui porte sur les activités de comptes connus de l'Internet Research Agency, utilisant Facebook, Instagram, Twitter et YouTube entre 2013 et 2018, afin d'influencer les utilisateurs américains ¹². Ces deux rapports seront intégrés au rapport du Comité du renseignement en 2019.

10. La réunion du Grand Comité International qui s'est tenue en novembre 2018 a été le point culminant de ce travail collaboratif. Ce Grand Comité International était composé de 24 représentants démocratiquement élus de neuf pays, incluant 11 membres du Comité du DCMS, qui représentent au total 447 millions de personnes. Les représentants ont signé un ensemble de principes internationaux lors de cette réunion. ¹³ Nous avons échangé des idées et des solutions en privé et en public, et nous avons tenu une séance de témoignage oral de sept heures. Nous avons invité Mark Zuckerberg, PDG de Facebook, l'entreprise de média social qui compte plus de 2,25 milliards d'utilisateurs et qui a réalisé un chiffre d'affaires de 40 milliards de dollars en 2017, à témoigner devant nous et devant ce Comité ; il a choisi de refuser, par trois fois¹⁴. Cependant, dans les 4 heures qui ont suivi la publication des documents obtenus auprès de Six4Three - concernant la connaissance et la participation au partage de données par Facebook, M. Zuckerberg a répondu par un message sur sa page Facebook ¹⁵. Nous remercions nos collègues du *"International Grand Commitee"* pour leur participation à cette importante session, et nous espérons pouvoir continuer notre collaboration cette année.